

## L'autosuffisance alimentaire à Albi ? Dommage, c'est du pipeau

En janvier 2016, Albi annonçait un projet ambitieux et vite médiatisé : la préfecture du Tarn, 51.000 habitants, parviendrait à l'autosuffisance alimentaire en 2020. Mais le peu d'avancées et l'insuffisance du foncier agricole disponible font douter de la volonté de la mairie. Alors qu'elle destine des terres arables à la construction d'un centre commercial. Reportage.



Albi (Tarn).

Une ville qui a fière allure. Albi. 51.000 habitants, une imposante cathédrale, un classement au patrimoine mondial de l'Unesco et un projet fou : celui d'arriver à l'autosuffisance alimentaire en 2020... ou plutôt à l'horizon 2020. Car si l'échéance se rapproche, l'objectif, lui, s'éloigne de mois en mois.

C'est fin 2014 que la genèse du projet germe dans la tête de deux hommes : Henri Bureau, ancien président des *Incrovables Comestibles d'Albi*, et Jean-Michel Bouat.

Cet élu, qui se considère comme un radical valoisien, "un écolo centriste", est chargé de l'agriculture urbaine à Albi. L'idée du duo est de produire fruits, légumes, céréales, viande en quantité suffisante dans un rayon de 60 kilomètres autour de la ville. En janvier 2016, le projet acté entre la mairie et l'association des *Incrovables Comestibles* prend une tournure très officielle. Les 21 et 22 janvier, la ville d'Albi organise les *Journées comestibles*. Le plan pour une "marche vers l'autosuffisance alimentaire" est alors célébré en fanfare. Pour l'occasion, Pamela Wharhust, cofondatrice du mouvement des *Incredible edibles* (le nom anglais des *Incrovables Comestibles*) a même traversé la Manche. Et elle ne repartira pas les mains vides. La Britannique a une mission : remettre au prince Charles, soutien du mouvement, une invitation pour venir à Albi épauler cette démarche audacieuse. De quoi donner un joli coup de projecteur sur ce plan connu dans tout l'Hexagone. Car depuis plusieurs mois, la presse locale, mais aussi nationale multiplie les articles sur l'ambitieux projet albigeois.

Pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire, la municipalité veut s'appuyer sur des acteurs bien précis. Outre le mouvement des *Incrovables Comestibles d'Albi* et leurs jardins potagers, la mairie compte aussi sur le lycée Fonlabour, l'établissement agro-environnemental de la ville. La structure gère en effet plusieurs sites d'exploitation dans le Tarn. L'un basé dans la commune de Lavar produit de la viande, l'autre situé à Bellegarde du lait et des céréales. Sur le site de son établissement, Fonlabour dispose aussi d'un hectare et demi de maraîchage bio, cultivé dans le cadre d'un chantier d'insertion.

"Quelque part, nous contribuons déjà à cette autosuffisance alimentaire", se réjouit Éric Gailliochon, directeur de l'établissement en rappelant que les productions de Fonlabour sont déjà en vente dans deux coopératives de la ville.

"Nous sommes encore en phase d'observation"

Et si le lycée Fonlabour apporte sa pierre à l'édifice, la municipalité a de grandes ambitions pour un autre acteur du projet. Situé en bordure du Tarn, le site de Canavières est au cœur du plan d'autosuffisance alimentaire. C'est ici que la mairie a commencé à acheter des terres pour installer des maraîchers. Ces derniers devront fournir les Albigeois en légumes. Sur le papier, le dispositif a de quoi séduire. Les maraîchers, au nombre de quatre pour le moment, ne paieront pas de loyer les deux premières années d'exploitation, et cultiveront leurs espaces selon les méthodes de l'agriculture biologique ou de la permaculture.



À Canavières, un joli projet, mais qui ne produit encore rien.

C'est cette dernière option qu'ont choisie Dominique Anaïs, Tamer Dinc, son épouse, Tatiana, et Jean-Gabriel Pelissou. Des néomaraîchers qui "produisent déjà fruits et légumes", peut-on lire [sur le site de la mairie](#). Après 15 minutes de coups de pédale depuis le centre-ville, cette affirmation étonne. Sur place, des piquets délimitent des terrains couverts de paille et de feuilles, mais où ne pousse aucun légume. Les parcelles d'un peu plus d'un hectare au maximum accordées par la ville sont encore vierges de tout aliment comestible. Les maraîchers expliquent que la mairie ne communique pas sur les faits.

"Nous sommes encore en phase d'observation", explique Tatiana.

Dominique Anaïs, qui s'est installée l'an passé au printemps, ne dit pas autre chose.

"Nous travaillons au rythme de la nature ; là, on vient tout juste de démarrer. Il y a un temps d'adaptation, de mise en place", avance-t-elle.

De son côté, Jean-Gabriel Pelissou est plus confiant sur l'avancement du projet. Depuis son arrivée, en juillet dernier, ce passionné de permaculture a effectué un gros travail de transformation de sa friche. Il pense être bientôt en capacité de produire des oignons, des fèves et des salades.

À Canavières, le seul dont les légumes remplissent déjà des cageots est Jacques Morlat. Son projet de maraîchage, bien antérieur aux visées municipales, lui a donné une longueur d'avance. Installé depuis trois ans, l'homme dispose de trois hectares et vend des légumes bio. Une petite production, loin, très loin des 250 hectares de maraîchage qu'il faudrait à la ville pour prétendre à l'autosuffisance dans ce domaine. Car pour nourrir cette ville de 51.000 habitants — un peu plus de 80.000 si on compte l'agglomération — les quelques hectares bientôt exploités à Canavières ne suffiront pas. Selon le mouvement *Terre de liens*, une structure qui cherche à préserver le foncier agricole, une ville moyenne comme Albi aurait besoin, tous types de culture confondus, d'un peu plus de 18.000 hectares pour arriver à nourrir sa population<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Terre de liens a mis au point [un convertisseur](#) pour estimer les besoins en surfaces agricoles d'une population donnée. Il y a deux convertisseurs : le premier, appelé "convertisseur basique" prend en compte l'"alimentation actuelle" ; le second, appelé "convertisseur avancé", se fonde sur une approche qui prendrait en compte un changement de régime alimentaire. Une ville de 51.000 habitants comme Albi aurait donc besoin, selon Terre de liens, de 18.017,72 ha.

## "L'écart entre la communication qui est faite et la réalité du terrain"

Ces données, Jean-Michel Bouat reconnaît qu'il ne les avait pas en tête au moment de lancer le projet.

*"Quand on a démarré cette initiative, je n'avais aucun support papier. Je voulais éviter de faire appel à un bureau d'étude. Je suis nouveau en politique, j'avais fait un mandat de conseiller municipal. Je sais que parfois un projet n'aboutit pas parce qu'on finance le travail d'un bureau d'étude et que ce dernier peut s'arranger pour que les conclusions aillent dans un certain sens. J'ai dit à M<sup>me</sup> la maire : "Je t'avertis, moi, je ne fais pas d'étude. Je ne sais pas combien de terres il faut pour nourrir une ville, mais on commence à en acheter et on installe des maraîchers dessus", explique l'élu.*

Sur ce point, les choses ont évolué. Début février, la chambre d'agriculture du Tarn aurait livré à l'élu quelques chiffres pour un premier état des lieux sur l'autosuffisance alimentaire. Un document de travail de quelques pages que Jean-Michel Bouat affirme ne pas pouvoir diffuser pour le moment.

*"Pour l'instant, il est à l'état de brouillon, on continue à le peaufiner, à le travailler. Je veux être sûr de ce qu'on dit, mais déjà, je peux dire qu'on est autosuffisants en matière de lait et de yaourt", confie-t-il, sans pouvoir donner de chiffres plus précis sur l'étude, mais aussi sur le budget consacré au projet.*



La plantation de topinambours du cloître Saint-Salvy.

En attendant une version plus aboutie de cette analyse, la ville, qui a préempté les 73 hectares du site de Canavières, attend que de nouvelles terres du site soient mises à la vente. À Albi, il y a bien un autre terrain qui pourrait offrir des hectares en plus, mais l'évoquer fait grincer bien des dents. Car les terres de la Renaudié, juste en périphérie de la ville, sont depuis de longs mois l'enjeu d'une bataille entre les pouvoirs publics locaux et des groupes de citoyens.

Le nœud du problème : 10 hectares cultivables qui entourent une ferme en terre crue du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est ici qu'est prévue l'installation d'une grande surface de bricolage, première pierre d'une future zone commerciale.

*"La mairie affirme vouloir arriver à l'autosuffisance alimentaire en 2020 et dans le même temps, elle donne un permis pour bétonner 10 hectares de terres agricoles. Il y a une contradiction énorme. D'autant que lorsque l'on regarde ce qui se passe concrètement, on est sidéré par l'écart entre la communication qui est faite et la réalité du terrain. L'autosuffisance alimentaire, c'est le cloître Saint-Salvy — un endroit magnifique, mais de quelques mètres carrés seulement —, des parterres à l'université Champollion, et le site de Canavières", peste Bernard Bognier, membre de l'Aadur (l'Association albigeoise pour un développement urbain respectueux) et du collectif Des terres pas d'hyper, en lutte pour défendre les commerces de proximité et les terres agricoles des espaces périurbains.*

Pour Pascal Pragnières, conseiller municipal d'ÉELV, la municipalité n'est pas à une contradiction près.

"La mairie dit favoriser les circuits courts, mais dans le même temps, elle encourage la construction de grandes surfaces alimentaires, d'infrastructures qui détruisent les petits producteurs. Son projet, c'est de la peinture verte sur une idée de droite, beaucoup de communication, mais peu de fond."

"Pour l'heure, il y a beaucoup de blabla"

Pascal Pragnières est loin d'être le seul à tenir cette analyse. C'est aussi le cas de membres des Incroyables Comestibles, pourtant présentés par la municipalité comme des acteurs incontournables du projet.

"Chaque fois que je lis un article sur l'autosuffisance alimentaire à Albi, ça me met hors de moi. Ce projet est une coquille vide par rapport à ce qui a été communiqué. Si la question est de savoir s'il y a un mouvement de recherche de l'autosuffisance alimentaire à Albi, je réponds oui. Mais si la question est de savoir si la mairie est vraiment impliquée, la réponse est négative. On aimerait que la mairie s'investisse et qu'elle arrête de communiquer sur ce qu'elle ne fait pas", lance Olatz Lekaroz, l'une des coprésidentes actuelles des Incroyables Jardiniers, le nom administratif du mouvement Incroyables Comestibles à Albi.



Sur sa parcelle, Jean-Gabriel Pelissou souhaite produire des oignons, des fèves et des salades.

Marie Gaborit, autre membre des Incroyables, se veut plus philosophe.

"Ce qui m'intéresse, c'est comment faire pour que nos concitoyens aient accès à de la nourriture locale. J'attends que la mairie propose des choses novatrices en ce sens. Pour l'heure, il y a beaucoup de blabla, mais s'ils ne s'emparent pas

du sujet, la prochaine mairie le fera. Ce changement est en marche, il est dans l'air du temps", assure-t-elle.

Le groupe travaille au changement en investissant plusieurs lieux publics, comme la faculté d'Albi et quelques parcelles de terre en ville.

"Ce n'est pas avec nos quelques pieds de tomates que l'on va nourrir Albi, nous sommes plutôt dans un objectif de sensibilisation. Pour arriver à l'autosuffisance alimentaire, il faut une vraie volonté politique en plusieurs volets. La mairie travaille un peu sur celui de l'éducation avec les cantines scolaires et les jardins. Le service espace vert est preneur et dès qu'ils peuvent aider une école qui a un projet jardin, ils le font avec plaisir. Mais l'autosuffisance alimentaire du territoire, ça comprend aussi tout le secteur économique,

qui va de la production, à la transformation, à la distribution. Ça, aujourd'hui, ça n'existe pas ou peu, et très clairement, ce n'est pas la mairie qui est à la barre", souligne Pascale Brûlet, agacée de voir le nom des Incroyables Comestibles cité comme un acteur phare du projet municipal alors que le groupe n'est pas associé aux réunions de copilotage.

**"Nous avons des opposants politiques !"**

"On ne va pas passer notre vie à se réunir", réagit Jean-Michel Bouat, dont la mémoire flanche lorsqu'il faut évoquer la fréquence de ces réunions.

Une amnésie peut-être provoquée par sa nouvelle idée. Au printemps, il veut créer le marché de l'autosuffisance alimentaire pour "faire un état des lieux de ce que l'on peut trouver dans un rayon de 60 kilomètres". Les producteurs devront s'engager moralement à vendre une production sans intrants chimiques. Pour ça, l'élu veut s'appuyer sur... les maraîchers de Canavières et sur ce qu'il nomme la ceinture verte d'Albi, c'est-à-dire les espaces cultivés par les producteurs classiques.

"Je ne veux me fâcher avec personne. Je ne suis pas assez riche pour ça. On a besoin de parler avec l'agriculture conventionnelle, celle avec les gros tracteurs et les gros semoirs. Pour l'autosuffisance alimentaire, il y a un travail à faire de ce côté. C'est important d'aller voir ces agriculteurs et de leur dire qu'au lieu de faire du blé pour le vendre à des milliers de kilomètres, ils peuvent consacrer une partie de leur travail à faire des légumineuses, des pois chiches en bio", explique-t-il.

Les critiques sur le fossé entre objectifs annoncés et réalité, les contradictions du projet, Jean-Michel Bouat les balaye d'un revers de main.

"Nous avons des opposants politiques !" avance-t-il, conscient que le plan d'autosuffisance alimentaire ne sera pas effectif en 2020. "J'ai choisi cette date, car c'est la fin de mon mandat, j'impulse des choses", se justifie l'élu.

► Lire aussi : [Quand la permaculture crée des jardins-forêts comestibles...](#)

**Source** : Vanessa Vertus pour Reporterre

**Photos** : © Vanessa Vertus / Reporterre

. chapô : le potager du cloître Saint-Salvy.